



Main-d'œuvre en santé: la pénurie actuelle n'est que la partie visible de l'iceberg, selon Québec

Page A 3

www.ledesoir.com

LE DESOIR

Vol. CII N° 189

LE LUNDI 22 AOÛT 2011

1,09\$ + TAXES = 1,24\$

Les heures du régime Kadhafi sont comptées



À Tripoli comme ici, à Benghazi, des foules sont descendues dans les rues hier en Libye pour célébrer l'avancée des forces rebelles.

■ Les rebelles libyens sont au cœur de Tripoli

■ Deux des fils du colonel, dont Saïf al-Islam, ont été arrêtés

JEAN-PIERRE LEGAULT

Les rues de Tripoli se sont remplies hier et cette nuit de rebelles et de citoyens en liesse, alors qu'elles venaient de se vider des forces pro-régime. La fin semble proche pour le colonel Mouammar Kadhafi, en poste depuis 42 ans, qui s'accroche cependant toujours au pouvoir.

Deux de ses fils sont déjà emprisonnés. Le chef de file du Conseil national de transition (CNT) mis sur pied par les rebelles libyens a annoncé hier la capture de Saïf al-Islam. Nous avons donné des instructions pour qu'il soit bien traité afin qu'il puisse être jugé, a déclaré Moustapha Abdeldjeïl sur les ondes d'Al-Jazira. Le fils aîné du chef libyen, Mohammed, s'est quant à lui rendu aux forces rebelles lorsqu'elles ont encerclé sa résidence.

Les insurgés ont réussi à s'infiltrer à Tarouja en passant par la mer. Le quartier situé en banlieue de Tripoli était hier soir sous le contrôle des rebelles de même que ceux de souk al-Jomaa et d'Arada, selon des témoins.

VOIR PAGE A 8: LIBYE

Rassemblement du Nouveau Mouvement pour le Québec

«Un automne québécois après le printemps arabe»

ANTOINE ROBITAILLE

Le relatif succès du Nouveau Mouvement pour le Québec (NMQ), qui a rassemblé hier quelque 450 personnes à Montréal, pourrait inspirer la tenue d'états généraux du mouvement souverainiste. «Je ne suis pas du tout contre cette idée», a déclaré l'instigateur du NMQ

Jocelyn Desjardins, dans un point de presse au terme de la journée. Dans son discours de clôture, M. Desjardins a lancé un appel aux partis politiques indépendantistes, soit le Parti québécois, Québec solidaire et le Parti indépendantiste: «Élevez-vous au-dessus de vos divergences. Parlez-vous, bon sang! Concluez des ententes stratégiques, peu importe la forme qu'elles vont prendre, parlez-vous, réunissez-vous.»

Plusieurs figures connues du mouvement souverainiste présentes ont soutenu que cette unité pourrait se faire lors d'un exercice d'états généraux. Le député indépendant de Borduas, Pierre Curzi, a qualifié l'idée de très «intéressante». Emballé par les mouvements citoyens actuels, il a lancé: «Il y a quand même cette volonté qu'il y ait

VOIR PAGE A 8: MOUVEMENT



Jan Gehl: «Montréal se transforme agréablement, à sa façon.»

L'ENTREVUE

Le rebâtitteur de villes

Pour l'urbaniste danois Jan Gehl, la bonne architecture dépend de l'interaction entre la forme et la vie

Penseur réputé du nouvel urbanisme à l'échelle humaine, très humaine, praticien de la grande mutation écomobile de Copenhague, l'architecte danois Jan Gehl inaugurera demain à Montréal le Sommet mondial Écocité.

STÉPHANE BAILLARGEON

Le père putatif de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine dans le Village de Montréal, cet été, c'est lui. Un test d'ADN idéologique le relierait facilement à la pacification de la circulation sur le Plateau Mont-Royal. Il y a même un peu beaucoup de ce visionnaire de la ville dans le réseau des pistes cyclables du Québec, et dans le Bixi, bien sûr.

En tout cas, l'architecte-urbaniste danois Jan Gehl, pape de l'écomobilité, se sent naturellement en phase avec ce genre de mutations pour redonner à la ville aux vilains, enfin, à ses habitants, on se comprend. «Je suis assez impressionné par l'ampleur du réseau de pistes cyclables de Montréal et par le Bixi, dit-il en entrevue téléphonique depuis le Danemark. Je visite Montréal depuis les années 1970 et j'ai pu suivre sa transformation récente. L'an passé, j'ai été frappé par la piétonnisation et le réaménagement de

certaines portions de la rue Sainte-Catherine. Cette ville se transforme agréablement, à sa façon.»

Un beau vélo peut cacher des infrastructures en ruine et un immobilisme généralisé, comme le juge au contraire le professeur Gérard Beaudet, de l'Université de Montréal, en page A 4 aujourd'hui. Mais bon... Jan Gehl revient cette semaine dans la métropole québécoise pour le neuvième Sommet mondial Écocité réuni autour de thèmes fédérateurs et novateurs, comme les changements climatiques, l'aménagement urbain, la gouvernance démocratique des villes ou l'impact de l'environnement bâti

VOIR PAGE A 8: URBANISME

À lire aussi en page A 4

■ «Réinventer la ville: Le Québec atteint de la tare antiaménagement», un regard critique du professeur d'urbanisme Gérard Beaudet



Dominique Strauss-Kahn rentre chez lui après une rencontre avec ses avocats le 6 juillet dernier. Les accusations abandonnées, DSK pourrait rentrer en France dès cette semaine.

Affaire DSK: l'abandon des charges serait imminent

MÉLISSA GUILLEMETTE

Un abandon des poursuites criminelles contre l'ex-patron du FMI Dominique Strauss-Kahn semble sur le point de survenir aux États-Unis. Les procureurs responsables de l'affaire feront demain une recommandation en ce sens, selon le quotidien *New York Post*, une information jugée plausible par l'avocat de la plaignante.

Selon des sources anonymes du tabloïd américain, le procureur de New York, Cyrus Vance Jr, déposera demain une motion de recommandation de rejet des sept chefs d'accusation qui pèsent sur DSK, au centième jour écoulé depuis l'arrestation de celui qui était alors le favori pour l'élection présidentielle française de 2012. La motion qui devrait être déposée au tribunal expliquerait que les allégations de la femme de chambre de l'hôtel Sofitel, qui prétend avoir été agressée par l'ancien ministre des Finances le 14 mai, ne peuvent être prouvées «au-delà du doute raisonnable». La crédibilité ébranlée de Nafissatou Diallo, 32 ans, serait la raison invoquée pour justifier le revirement de situation.

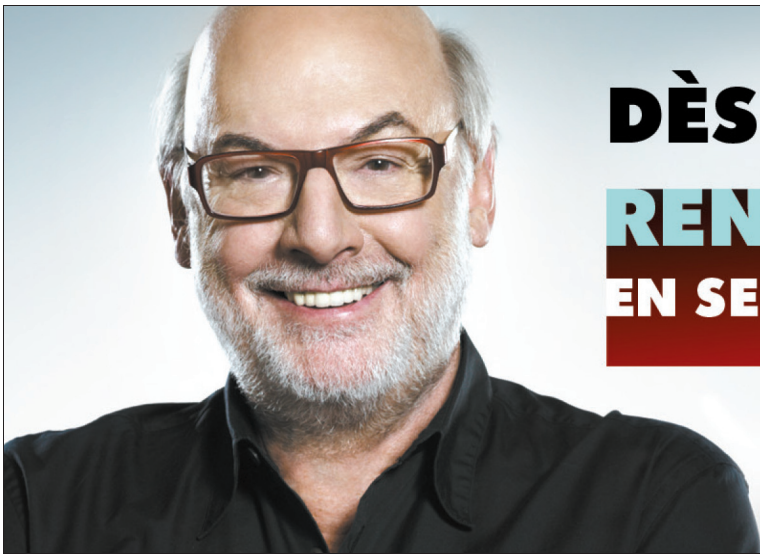
Mme Diallo a aussi été convoquée à la dernière minute pour une rencontre aujourd'hui avec le procureur de New York, une preuve de plus que les charges tomberont sous peu à l'eau, selon

La crédibilité ébranlée de Nafissatou Diallo serait la raison invoquée pour justifier le revirement

VOIR PAGE A 8: DSK

INDEX

Annonces..... B 5	Idées A 7
Avis publics... B 2	Météo B 8
Culture B 8	Monde B 1
Décès B 5	Mots croisés. B 8
Économie B 3	Sudoku B 8
Éditorial A 6	Télévision B 7



DÈS AUJOURD'HUI RENÉ HOMIER-ROY EN SEMAINE | 5H

Réalisation : Nadia Peillon
Radio-Canada.ca/bienmeilleur

95,1^{FM}
PREMIÈRE CHAÎNE



A 2

LE DEVOIR, LE LUNDI 22 AOÛT 2011

ACTUALITÉS

Écrasement au Nunavut

Les autorités prévoient une longue enquête

Une équipe de sept experts du Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) a été dépêchée à Resolute Bay, au Nunavut, pour enquêter sur l'écrasement samedi d'un Boeing 737 de la compagnie First Air, qui a fait 12 morts et 3 blessés graves.

Le porte-parole du BST, Chris Krepski, a indiqué à La Presse canadienne que l'enquête pourrait être très longue. L'épave de l'appareil devra être examinée; des témoins devront être rencontrés; les boîtes noires et les enregistreurs de données de vol devront être analysés, de même que les communications entre l'équipage et la tour de contrôle de l'aéroport; les données météorologiques devront aussi être recueillies.

First Air devra par ailleurs fournir des renseignements sur l'entretien de l'avion ainsi que sur l'expérience et la formation des pilotes.

L'avion s'est abîmé sur une colline près de la piste d'atterrissage de l'aéroport. Des citoyens du secteur, à bord de véhicules tout-terrain, se sont précipités sur les lieux afin de venir à la res-

cousse des passagers, prisonniers de l'épave en feu. L'avion se serait sectionné en trois.

L'identité des victimes n'a pas été divulguée. On sait toutefois qu'il y avait 11 passagers et quatre membres d'équipage. Deux jeunes filles, les petites-filles du propriétaire d'une auberge locale, figuraient parmi les passagers; l'une est décédée, et l'autre a été gravement blessée. Le cuisinier de l'hôtel se trouvait aussi dans l'appareil. Deux adultes ont également survécu.

Dans un court point de presse, le vice-président de la compagnie, Chris Ferris, a offert ses condoléances aux familles des victimes.

Il a dit que les trois passagers qui ont survécu ont d'abord été transférés à l'hôpital d'Iqaluit. Depuis, deux d'entre eux ont été transférés à Ottawa. Selon la Gendarmerie royale du Canada (GRC), il s'agit d'une fillette de sept ans et d'un homme de 48 ans.

Le troisième passager, une femme de 23 ans, demeure toujours à l'hôpital d'Iqaluit. Les trois survivants seraient dans un état stable.

Par ailleurs, M. Ferris a expliqué que des équipes «terrain» et des psychologues avaient été déployés dans les différents aéroports et à Resolute Bay. Il a également remercié les Forces armées canadiennes qui ont réagi rapidement pour secourir les victimes.

Il a assuré que First Air Bureau collaborait «entièrement» avec le Bureau de la sécurité des transports du Canada pour l'enquête.

La compagnie First Air a été impliquée dans deux autres accidents. En 1996, un de ses appareils s'est écrasé près de Markham Bay, au Nunavut, faisant 2 morts. Et en 2001, un Boeing 737 avait effectué un atterrissage difficile à Yellowknife, dans les Territoires-du-Nord-Ouest, sans toutefois faire de victimes.

La Presse canadienne

EN BREF

L'École d'été de l'INM se clôt sur un appel à la création

La huitième édition de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde s'est conclue hier, à Montréal, après quatre jours d'ateliers, de conférences et de discussions. Depuis jeudi soir, 400 jeunes de 35 ans et moins s'étaient réunis à l'École de technologie supérieure pour discuter de sujets aussi variés que l'entrepreneuriat social, l'éducation, la démocratie et l'environnement. Le thème de cette édition de la rencontre citoyenne était «La révolution créatrice», et il a inspiré l'écrivaine Kim Thuy et le délégué général du Québec à New York, John Parisella, lors du discours de clôture. Ils ont invité les participants à la création pour faire avancer la société. Au cours du week-end, les jeunes ont pu rencontrer une soixantaine de personnalités, dont le chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, le coprésident de la Coalition pour l'avenir du Québec, François Legault, et des journalistes.

— Le Devoir



NOUVEAU CATHERINE PERRIN EN SEMAINE | 9H

Réalisation : Bernard Michaud
Radio-Canada.ca/mediumlarge

95,1^{FM}
PREMIÈRE CHAÎNE



Apprendre à la dure en Haïti

12 cégépiens reviennent d'une déstabilisante aventure de coopération internationale

Haïti, c'est une terre ravagée par un séisme et une instabilité politique, qui se relève tant bien que mal. C'est aussi la terre de la première aventure de coopération internationale qu'ont embrassée 12 cégépiens des quatre coins du Québec qui sont revenus de Port-au-Prince au terme d'un séjour de quinze jours dans la perle des Antilles. *Le Devoir* les a rencontrés la veille de leur départ et les retrouve au retour alors qu'ils nous font partager leurs impressions et leurs coups de cœur.

LISA-MARIE GERVAIS

«Déstabilisant», «imprévisible», «anpil» («beaucoup», en créole). C'est ce que certains cégépiens du groupe des 12 répondent quand on leur demande de mettre un mot sur leur expérience haïtienne. Partis construire des maisons à Canaan pendant dix jours, les étudiants ont plutôt abouti dans le secteur d'Acaye, non loin de Port-au-Prince, pour un séjour qui a finalement duré 15 jours en raison de l'annulation du vol de retour. La tempête Emily n'y était pas étrangère. «Concrètement, nous avions à construire des maisons de transition pour les résidents du secteur où nous nous trouvions. Ces maisons de 6 mètres sur 3 représentent pour ces familles une nette amélioration par rapport à leur situation actuelle. Elles quittaient leur maison précaire fabriquée en boue et en branches pour aller vivre dans leur nouvelle habitation», explique Catherine Sylvestre, du cégep de Saint-Hyacinthe l'une des participantes. «J'ai réalisé pour la pre-

mière fois l'ampleur des conséquences du désastre du 12 janvier 2010. C'est une chose d'apprendre ce qui s'est passé ce jour-là, mais voir, c'est comprendre.»

Pour plusieurs, le premier choc a été celui de l'état de délabrement du pays. «Même plus d'un an après le séisme, pratiquement rien n'a été fait. C'est comme si ça venait tout juste d'arriver. Les bâtiments sont effondrés et délabrés, il y a des déchets et des bidonvilles partout! J'aurais cru qu'après un an, le gouvernement aurait instauré des politiques de grands travaux ou d'aide aux sinistrés, mais il n'en est rien. Le peuple haïtien est laissé à lui-même», a constaté Julie Durand, étudiante à Jonquières.

Et le plus difficile a justement été de vivre le malaise provoqué par l'ampleur des inégalités sociales. «Je crois que cela nous a tous choqués de voir à quel point le camp des Nations unies était riche. Dire qu'ils aident des gens dans l'extrême pauvreté!», note Samantha Roy, étudiante à Rivière-du-Loup. «Nous vivons dans un tel luxe», lance pour sa part Rachida Khadar, du Collège Ahuntsic. «Je ne pensais pas réellement qu'il y avait encore des humains, en 2011, en Amérique, qui vivent dans des conditions autant... de base.»

Leçons de vie

Catherine Sylvestre avoue avoir été dépassée par les événements et avoir aussi ressenti un grand découragement. «Le plus difficile fut sans conteste la vision de Port-au-Prince: les tentes empilées les unes sur les autres à même le centre-ville,

la pollution, les bâtiments détruits... On y ressent pleinement l'horreur que les Haïtiens ont vécue, c'est indescriptible. Et alors, une seule pensée en tête: comment vont-ils s'en sortir? L'ampleur des changements à apporter à ce pays est tellement grande qu'on est portés à croire, malgré nous, que c'est insurmontable», a-t-elle confié. Cette expérience a permis à Samantha Roy de déboulonner certains mythes, notamment ceux entourant la violence en Haïti. «On me disait que les Haïtiens étaient dangereux, mais ils sont tellement chaleureux et accueillants. Si nous étions dans la même situation qu'eux ici au Québec, nous aussi, on aurait peut-être recours au crime pour s'en sortir.»

Le séjour haïtien a même permis aux participants de tirer des leçons de vie, comme le fait qu'il ne sert à rien de s'en faire pour les petites choses», croit Julie Durand. «En Haïti, le temps n'est rien. Tout le monde prend son temps. Ils m'ont appris à être plus posée et à observer avant d'agir. [...] Je pense que, désormais, je saurai plus apprécier ce que j'ai autour de moi.» Catherine Sylvestre en revient presque avec une vocation pour l'avenir. «À la suite de ce stage, je suis d'autant plus motivée à poursuivre mes études en droit et relations internationales à l'UQAM pour pouvoir contribuer à créer un monde plus juste. Les personnes à Port-au-Prince, vivant dans des tentes, ne vivent pas réellement: elles sont en attente de vivre. Ce n'est pas cela être libre», conclut-elle avec beaucoup de sagesse.

Le Devoir

EN BREF

Une motoneige furtive pour l'Arctique

Le ministère de la Défense nationale projette de mettre au point une nouvelle motoneige furtive aux fins d'opérations secrètes dans l'Arctique canadien, une somme de 550 000 \$ ayant été mise de côté en vue de la conception d'un prototype. Ottawa a annoncé une soumission publique pour une motoneige hybride et électrique qui permettrait aux soldats des Forces canadiennes de se déplacer en silence à travers les vastes étendues glacées du Nord canadien. La nature des missions clandestines à venir n'est pas claire dans le dossier d'appels d'offres du gouvernement fédéral. Une chose est cependant certaine: le silence est la priorité numéro un d'Ottawa. Apparemment, les moteurs actuels des motoneiges ne sont pas satisfaisants. «Le niveau de bruit d'un moteur à combustion interne ne peut être réduit à un niveau acceptable pour les missions dans le cadre desquelles la clandestinité pourrait être requise, particulièrement en raison de la propagation élevée du bruit dans l'air arctique froid et sec», est-il possible de lire dans l'appel d'offres. — La Presse canadienne

Consultation publique sur l'agriculture urbaine exigée

Une pétition vient d'être lancée à Montréal pour exiger la tenue d'une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine dans la métropole. À l'initiative du Groupe de travail en agriculture urbaine, la pétition devra recueillir plus de 15 000 signatures d'ici le 8 novembre pour obliger la Ville de Montréal à tenir une telle consultation. Selon les organisateurs, cette consultation permettrait de dresser un portrait de la situation, de formuler des recommandations et de réaffirmer la nécessité de jardiner en ville. — La Presse canadienne



MICHEL DÉSAUTELS EN SEMAINE | 15H

Réal.-coord.: Sébastien Perron
Radio-Canada.ca/desautels

ÉCOUTEZ POUR VOIR

95,1^{FM}
PREMIÈRE CHAÎNE



ACTUALITÉS

Bijouterie Gambard
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Le mandat



MANON CORNELLIER

Il faudra s'y faire. Ce n'est pas parce qu'ils sont majoritaires que les conservateurs lâcheront du lest et se soucieront de l'opinion des parlementaires. Depuis le 2 mai, ils ne cessent d'invoquer le «mandat» reçu de la population pour justifier leurs actions... et leur refus de mettre de l'eau dans leur vin. On y a encore eu droit la semaine dernière lors du passage du ministre de la Justice, Rob Nicholson, à l'assemblée annuelle de l'Association du Barreau canadien.

Après avoir adopté, la veille de son arrivée, une résolution dénonçant l'adoption de mesures toujours plus musclées alors que le taux de criminalité est en baisse, les avocats de tout le pays l'attendaient avec beaucoup de questions, dont plusieurs sur le projet de loi omnibus que le gouvernement a promis de faire adopter dans les cent premiers jours de session. Les juristes voulaient savoir si ce projet pourrait faire l'objet d'amendements après l'audition de témoins en comité. La réponse: la dizaine de projets de loi regroupés dans le projet de loi omnibus «ont été abondamment étudiés» et les députés sont familiarisés avec les sujets abordés. (Pourtant, au moins un des projets de loi n'avait encore jamais fait l'objet du moindre débat.)

Si aucune élection n'avait eu lieu entre-temps, on pourrait toujours accepter l'explication du ministre. Mais la Chambre des communes a profondément changé ce printemps. Le troisième parti, le Bloc québécois, a presque été rayé de la carte. Les libéraux ont subi un recul historique. Dans les deux cas, une expertise a été perdue.

A cela s'ajoute le fait que le gros de la députation québécoise a été remplacé et que plusieurs recrues conservatrices ont été élues en Ontario. Au total, ce sont 111 des 308 sièges (36 %) qui sont occupés par des nouveaux venus. Ces élus doivent à leur tour se familiariser avec les changements proposés et avoir leur mot à dire.

Le programme conservateur était clair au sujet de ce projet de loi omnibus, et personne ne peut les accuser de ne pas avoir joué franc jeu en matière de justice. Mais il serait faux de prétendre que l'appui donné à l'objectif du parti soit synonyme d'approbation de toutes les mesures prises pour y arriver. Comme pour tout le reste, l'examen des détails revient aux parlementaires.

Et des détails, ici, il y en a. La dizaine de projets de loi qu'on songe à regrouper touchent une foule de sujets, allant de l'imposition — à nouveau — de peines minimales pour des crimes liés à la drogue à l'élimination du pardon pour certains crimes graves en passant par un durcissement des lois imposées aux jeunes contrevenants considérés comme violents. La plupart suscitent la critique.

Le problème n'est pas nécessairement le recours à un projet de loi omnibus. Il n'est pas mauvais, en matière de justice criminelle, de regrouper ainsi des amendements. Cela s'est déjà fait par le passé, ce qui a permis l'étude des interactions possibles entre les différents articles. Mais encore faut-il permettre une telle étude. Or, le message qu'envoie le gouvernement, avec son échéancier de cent jours, est que, pour lui, le procédé n'est qu'une autre force de roulement compresseur. Il regroupe les projets de loi, non pas pour mieux les étudier, mais pour les adopter plus rapidement. Avant même d'avoir entendu un seul témoin, il refuse de concéder qu'il pourrait en tirer quelques enseignements dignes d'être traduits en amendements.

Quatre ans de ce régime ne seront pas reposants. Si c'est ce qui se produit, bien des députés d'opposition vont trouver leur travail frustrant, en particulier ceux qui n'ont connu que des gouvernements minoritaires forcés par la loi du nombre d'accepter des amendements. Rien n'exige pourtant qu'il en soit ainsi.

Ça ne paraît pas toujours, mais s'il y a un endroit où les députés avaient traditionnellement l'occasion de laisser tomber la veste et de travailler de façon collégiale, c'était en comité. À l'époque où les gouvernements majoritaires étaient la règle, le travail en comité pouvait donner lieu à des consensus et même à des amendements. Évidemment, ces derniers ne passaient que si le gouvernement acquiesçait, mais cela survenait.

Cette façon de faire, qui n'est imposée par aucune règle écrite, mais qui a longtemps fait partie des conventions et traditions parlementaires, permet au système de fonctionner avec moins d'acrimonie. Mais il faut pour cela un gouvernement qui joue le jeu. Après cinq ans d'un gouvernement minoritaire mené par un premier ministre qui ne fait ni quartier ni concessions — à moins d'avoir le fusil sur la tempe, difficile de voir quand et comment cette collégialité sera de retour.

Stephen Harper a obtenu une majorité de sièges avec seulement 39,6 % des voix. La majorité des Canadiens ne l'appuient pas. Cela n'enlève rien à la légitimité de son gouvernement, car le système est ainsi fait. (Il est mal fait cependant, et une réforme du mode de scrutin pour mieux refléter la volonté de la population ne serait pas de trop.)

Mais marteler ce faible pourcentage d'appuis est nécessaire pour rappeler aux conservateurs qu'ils ont obtenu le mandat de gouverner, pas de mener le pays à coup de diktats. Le Parlement existe toujours, et les élus qui y représentent le peuple ont encore (théoriquement) un rôle à jouer et une contribution à faire en tant que législateur.

mcornellier@ledevoir.com



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Selon les chiffres du ministère de la Santé, l'ampleur de la pénurie d'infirmières auxiliaires explosera de 900 % d'ici cinq ans. Sur la photo: une journée portes ouvertes à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont en avril 2010 pour recruter des infirmières.

SANTÉ

Québec prédit une forte pénurie de main-d'œuvre

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Toutes les manchettes sur le manque d'infirmières dans les hôpitaux québécois ne décrivent que la partie visible de l'iceberg: les pénuries de main-d'œuvre toucheront une multitude de corps d'emploi, parfois gravement, et ce, dans cinq ans seulement.

Selon de nouvelles données du ministère de la Santé obtenues par La Presse canadienne, l'ampleur de la pénurie d'infirmières auxiliaires explosera de 900 %. En chiffres absolus, le nombre de postes que les hôpitaux ne réussiront pas à pourvoir sera multiplié par onze pour ce corps d'emploi.

La pénurie de préposés aux bénéficiaires et de travailleurs sociaux triplera, alors que le manque d'infirmières, lui, doublera.

Si elles se confirment, les prévisions de Québec annoncent une situation catastrophique pour les patients de la province, notamment pour les aînés, dénonce le Parti québécois. Mais le ministre de la Santé, Yves Bolduc, veut se faire rassurant et plaide que la population n'en ressentira pas les effets. Et il se fie aux travailleurs de la santé qui seront en place pour combler les lacunes.

«Lorsqu'on a entre 10 et 15 % de pénurie, quel que soit le secteur, la main-d'œuvre qui est là est capable de compenser, a-t-il plaidé. C'est un réseau où les gens sont des gens de cœur.»

Sur douze corps d'emploi jugés vulnérables par le ministère, seulement quatre — les ergothérapeutes, les orthophonistes, les technologues en électrophysiologie médicale et les technologues en médecine nucléaire — devraient voir une amélioration de leur situation d'ici cinq ans. Dans le dernier cas, l'amélioration est minime: Québec prévoit qu'un seul poste supplémentaire sera pourvu.

La situation se dégrade cependant pour les huit autres corps d'emploi. Il s'agit des infirmières, des infirmières auxiliaires, des préposés aux béné-

ciaires, des physiothérapeutes, des pharmaciens d'établissement, des psychologues, des travailleurs sociaux et des technologues médicaux.

Par exemple, Québec prévoit qu'en 2015-2016, il sera incapable de pourvoir un poste de psychologue sur cinq dans le réseau public, ce qui représente 547 postes, deux fois plus que les niveaux actuels. Il manque aujourd'hui 233 psychologues au système de santé, soit 10 % de la main-d'œuvre normale.

Des effets qui inquiètent

L'optimisme du ministre Bolduc semble loin d'être répandu dans le réseau public.

La pénurie de main-d'œuvre qui attend la province dès 2015 aura des impacts majeurs sur les patients, plaident les représentants des professionnels de la santé.

«Ça veut dire moins de monde sur les unités pour donner les services», a illustré Michel Mailhot, vice-président de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, le syndicat qui représente la plupart des infirmières du Québec. «Ça veut dire attendre plus longtemps à l'urgence, ça veut dire attendre plus longtemps avant d'être opéré aussi, parce que ces pénuries-là vont aussi être dans les salles d'opération.»

La présidente de l'Ordre des psychologues, Rose-Marie Charest, qualifie ces nouvelles prévisions de très inquiétantes. Les conditions de travail actuelles poussent les nouveaux diplômés à ouvrir ou à rejoindre un cabinet de consultation privé.

«Il y a des psychologues qui travaillent dans le réseau public, même s'ils gagnent beaucoup moins cher, a fait valoir Mme Charest. Sauf qu'il y a une limite à tolérer la différence entre les deux.»

Pour sa part, le ministre Bolduc fait valoir que les employés du réseau public pourront en faire plus grâce à la réorganisation du travail. Les prévisions de son propre ministère doivent donc être prises avec circonspection, a-t-il expliqué en entrevue téléphonique.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le ministre Yves Bolduc

«Ça fait 26 ans que je suis dans le réseau, et tout le monde a toujours prédit ça, a-t-il dit, en référence à la pénurie annoncée. Les patients, ils sont là et il faut s'en occuper.»

Le ministre avance aussi que les étudiants sont de plus en plus attirés vers les professions de la santé. Certains emplois qui nécessitent une formation courte, comme les préposés aux bénéficiaires, pourraient ainsi obtenir de nombreux nouveaux candidats assez rapidement.

«Avec tout ce qu'on fait, on devrait amenuiser de beaucoup la pénurie de main-d'œuvre.» Toutefois, «je ne dis pas qu'il n'y aura pas une certaine pénurie», a-t-il admis.

Une «certaine pénurie» qui fait beaucoup plus peur à Agnès Maltais, porte-parole du Parti québécois en matière de santé. «Les infirmières et les infirmières auxiliaires, on ne le dit pas souvent, mais ce sont les deux corps d'emploi qui donnent véritablement des soins», a-t-elle cité en exemple, au cours d'une entrevue téléphonique avec La Presse canadienne.

«Quand on voit passer la proportion d'infirmières manquant de 4 à 8 %, alors qu'on est déjà en déficit dans plusieurs régions du Québec, alors qu'on s'arrache actuellement les infirmières à travers le Québec, là il y a un sérieux problème qui s'en vient. Un très sérieux problème.»

La Presse canadienne

Hausse des droits de scolarité

Les étudiants amorcent leur campagne de sensibilisation

GENEVIEVE TREMBLAY

Après un été de campement protestataire devant le ministère de l'Éducation, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) comptent poursuivre leur lutte contre la hausse des droits de scolarité en multipliant, cet automne, les actions d'éclat visant à faire revenir le gouvernement Charest sur sa décision.

Réunies la semaine dernière pour mettre au point leur plan d'action en vue des rentrées scolaires et parlementaires, les deux fédérations ont annoncé hier leur intention de «faire monter la pression» sur le gouvernement en sensibilisant autant les citoyens que les étudiants de la province à l'enjeu de l'accessibilité aux études supérieures. Car une éducation moins abordable diminue «l'accès aux études chez la classe moyenne, chez les étudiants des milieux défavorisés ainsi que chez les gens de milieux éloignés», a déploré le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

La rentrée collégiale d'aujourd'hui sonne le début d'une campagne de sensibilisation sur l'ensemble des campus du Québec, qui atteindra son apogée le 10 novembre lors d'une grande manifestation étudiante à Montréal. Outre des séances d'information sur «les impacts négatifs de la hausse des frais de scolarité», la distribution d'un journal spécial et le dévoilement de documents expliquant les dessous de l'endettement et de l'aide financière, les fédérations comptent mener des actions concrètes dans diverses régions du Québec lors d'une tournée provinciale, qui aura lieu au début du mois d'octobre.

Des manifestations seront donc organisées en Abitibi, au Saguenay, dans le Bas-Saint-Laurent et à Sherbrooke, dans le but de «montrer que ce n'est pas juste la question d'une minorité d'étudiants, mais que ça concerne toute la population», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, qui compte même «ratisser au niveau des organismes pour les amener dans [la] lutte». Les deux représentants prévoient aussi rencontrer une dizaine de députés libéraux élus avec moins de 1000 voix de majorité lors des dernières élections, «pour s'assurer qu'ils ne soient pas réélus, à moins qu'ils ne s'engagent à faire pression au sein du caucus du premier ministre», a indiqué Léo Bureau-Blouin.

Pour l'instant, les étudiants qui fréquentent l'université à temps plein doivent déboursier environ 2200 \$ par année pour leurs droits de scolarité. Suivant la hausse graduelle de ces frais annoncée par le gouvernement Charest, soit 325 \$ par année sur cinq ans, les étudiants devront payer en moyenne 3800 \$ par année à compter de 2017. Interrompues depuis décembre dernier, les négociations avec le gouvernement du Québec sont toujours au point mort. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a d'ailleurs répété la semaine dernière que les étudiants se doivent d'apporter leur contribution pour financer le système d'éducation.

De son côté, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) dévoilera aujourd'hui ses propres moyens de pression pour les mois à venir, des actions qui seront «de plus en plus corsées» pour convaincre la population que ses revendications sont légitimes, a promis hier le porte-parole de l'ASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, en entrevue au Devoir. «Les élites politiques et économiques du Québec ont fait, dans les dernières années, un travail de martèlement idéologique assez important pour convaincre la population que les étudiants vivaient dans le luxe, qu'ils devaient faire leur part, que les universités étaient sous-financées», a déploré le porte-parole.

Le sentiment de colère chez les étudiants est tel, ajoute-t-il, que si le gouvernement ne revient pas sur sa décision après «le dernier avertissement» du 10 novembre, une grève générale illimitée sera déclenchée à l'hiver. «Cette fois-ci, on va brandir réellement au visage du gouvernement la menace d'une grève générale illimitée. Et on n'a pas peur d'utiliser le mot.»

La FECQ et la FEUQ promettent de «faire monter la pression»

Le Devoir

Résultats des tirages du : 2011-08-20

LOTTO 649 06 11 18 20 21 34 47 compl.	Quebec 12 16 26 28 31 46 41 compl.
---	--

Prochain gros lot (approx.) : 3 000 000 \$

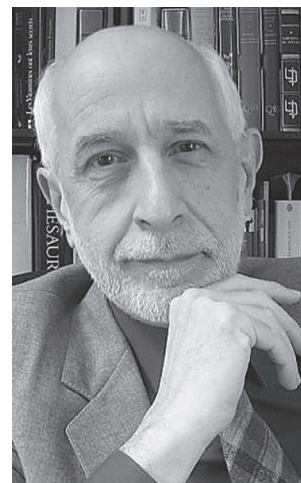
Structure de lots complète sur lotoquebec.com

Résultats des tirages du : 2011-08-19

LOTTO MAX 04 14 24 41 43 46 49 COMPL. 01	Extra 5676127
--	---------------

Prochain gros lot (approx.) : 10 000 000 \$

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.



Congédié ?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

ACTUALITÉS

RÉINVENTER LA VILLE

Le Québec atteint de la tare antiaménagement

Le désintérêt pour l'urbanisme perpétue des pratiques étriquées d'aménagement du territoire

Il faut plus que du béton et de l'asphalte pour développer une rue, un quartier, une ville à échelle humaine. *Le Devoir* poursuit sa série intermittente sur les exemples québécois à suivre et les erreurs à ne plus répéter. Aujourd'hui, alors que s'amorce à Montréal le sommet mondial Écocité, le professeur d'urbanisme Gérard Beaudet juge sévèrement la médiocrité de l'aménagement à la québécoise.

STÉPHANE BAILLARGEON

La gare de triage ferroviaire Turcot, construite à la fin des années 1920, a fourni les terrains pour la construction du plus grand complexe autoroutier du Canada inauguré le 25 avril 1967, au petit matin, trois jours avant l'ouverture de l'Expo 67. Le labyrinthe bétonné et suspendu craque maintenant de partout. Le ministère des Transports du Québec travaille sur le projet de substitution depuis des années, accumulant retards, frustrations et critiques.

Le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, qui a renoncé à son siège au comité exécutif à cause de cette proposition de substitution jugée rétrograde, a parlé d'une «formidable fumisterie» et d'une grande «manipulation» indigne du XXI^e siècle, l'automobile l'emportant encore sur tout le reste.

Le professeur Gérard Beaudet, de l'Université de Montréal, lève et abaisse un marteau encore plus lourd en faisant de ce plan de quelque trois milliards de dollars le symptôme de tout ce qui ne va pas en matière d'aménagement, d'urbanisme et de développement durable, non seulement à Montréal, mais dans le Québec au grand complet.

«Dès la fin des années 1950, les ingénieurs ont imposé leur vision des infrastructures, et le Québec a désolidarisé les grands équipements du reste des composantes de l'organisation du territoire, avec les résultats que l'on connaît aujourd'hui, avec aussi la pérennisation de pratiques qui sont remises en questions sérieusement un peu partout ailleurs dans le monde», observe Gérard Beaudet, professeur titulaire de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal et directeur de l'Observatoire de la mobilité durable.

«Turcot incarne à lui seul cette logique d'un équipement pensé en vase clos, selon une logique très sectorielle, essentiellement de cir-

ulation et de fluidité. C'est la domination totale de l'automobile alors qu'une société réellement préoccupée par l'aménagement remettrait en question cette seule logique pour prendre en compte le développement durable et le transport en commun par exemple. [...] Refaire autrement, ça supposerait de remettre en question les pratiques et de bousculer les habitudes en s'inspirant des meilleurs exemples étrangers.»

À qui la faute?

Le professeur répète que sa discipline semble encore moins respectée par la société québécoise que l'architecture. «Les architectes déplorent qu'ici, il soit relativement peu question de leur travail, dit-il. Notre société n'est manifestement pas très sensible à ces questions. Les questions d'urbanisme sont encore plus marginales sur la place publique. Évidemment, ma discipline, ou l'aménagement paysager, semble plus abstraite que l'architecture. Présenter un projet, c'est une chose. Comprendre dans quoi il s'inscrit, c'en est une autre. Mais on ne peut pas tout expliquer avec cette simple observation.»

Alors à qui ou à quoi la faute? Le professeur souligne le désintérêt légendaire de l'État québécois en cette matière. «La préoccupation est inscrite dans certaines lois, les deux principales, celles des biens culturels et de l'aménagement étant en refonte actuellement. Mais, quand on regarde l'évolution des pratiques et ce qui se passe dans les faits, on doit reconnaître notre déficit et notre retard par rapport à d'autres sociétés.»

Pas besoin d'aller en Espagne, en France ou au Danemark (voir l'entrevue avec Jan Gehl en page A 1, aujourd'hui) pour trouver d'excellents exemples à suivre. M. Beaudet cite Boston, tout simplement, ville sœur de Montréal, autre vieille cité du nord du continent, force économique de son coin de pays et cœur incontournable du savoir universitaire. La capitale du Massachusetts a adopté le plan MetroFuture en 2008 après une consultation menée auprès des habitants et



La reconstruction à l'identique vient d'être autorisée dans la zone à haut risque d'inondation du Richelieu. Sur la photo: Saint-Blaise-sur-Richelieu inondé, en mai dernier.

d'une centaine de municipalités voisines. La planification de l'agglomération métropolitaine porte jusqu'en 2030 en déployant 65 objectifs précis touchant l'aménagement global, le transport en commun, les espaces verts, le développement durable, etc. Cette vaste mutation s'arrime au mégachantier dit du Big Dig, un programme frisant les 15 milliards de dollars qui a permis d'enfouir l'autoroute surélevée traversant le centre-ville, un peu comme si Montréal décidait d'enterrer l'autoroute Métropolitaine pour la remplacer par un parc linéaire.

«Boston avait souffert au cours des dernières décennies d'interventions peu judicieuses et brutales», remarque Gérard Beaudet. Elle est en train de se refaire complètement. Ici, à Montréal, à Québec ou à Gatineau, les cicatrices des interventions des années 1960 demeurent encore bien visibles partout. Pire, on semble s'en accommoder, comme si on ne pouvait pas y faire grand-chose. On a l'impression d'une sensibilité minimaliste sur ces questions.»

Des échecs retentissants

Il faut aussi compter avec des échecs retentissants qui peuvent entacher de belles réalisations. À Montréal, sitôt la Gran-

de Bibliothèque en place, le projet avorté de l'îlot Voyageur a laissé dans le voisinage des carcasses de béton et une gare d'autocars vétuste. Pour sa part, Jean-Paul l'Allier a déjà expliqué qu'à sa nomination comme maire de Québec, il avait annoncé que son administration terminerait les projets en plan avant d'en entamer de nouveaux. Certains chantiers terminés pendant son premier mandat traînaient depuis des décennies.

Parfois, le gouvernement n'est même pas capable de respecter ses propres règles d'aménagement, comme vient encore de le prouver tristement les autorisations de reconstruire à l'identique, ou presque, dans la zone à haut risque d'inondation du Richelieu. «Cette absorption pour les aménagistes, les élus et les citoyens de la Montérégie témoigne d'une incapacité à prendre acte de ce qui ne va pas pour corriger la situation. [...] Cette décision satisfait certainement les intérêts de certaines portions de la société. Mais au Québec, en général, on ne se demande pas assez quel est l'apport de l'intérêt collectif dans

le processus décisionnel et quels sont les bénéfices collectifs qu'on retire dans ces questions.»

Pour lui, le récent Plan Nord illustre ce non-sens. Il y voit une sorte de mégaverion du défunt projet de vente d'une partie du mont Orford par le gouvernement libéral. «On nous dit: il y aura de l'exploitation sur une moitié du territoire et de la protection environnementale sur l'autre. On reste campé sur des positions des années 50-60-70 de l'autre siècle, avec le développement d'abord, sans véritable vision intégrée, en donnant sa juste part à chacune des dimensions.»

Et pourquoi? Le leadership, ou plutôt l'absence de leadership éclairé, cultivé et déterminé affecte évidemment le secteur, un seul leader charismatique, comme l'ancien maire L'Allier, pouvant forcer la mutation. Il faut aussi considérer les blocages forcés par les groupes d'intérêt, l'industrie du béton, les promoteurs immobiliers de l'étalement urbain ou les vendeurs de voitures.

Seulement, au total, il faut bien fouiller plus loin pour trouver des causes plus profondes à cette tare nationale antiaménagement.

giste. Dans son livre *Le Québec réel sacrifié* (2000), Gérard Beaudet avance que, depuis la Révolution tranquille, cette société semble tellement obsédée par le pays mythique qu'elle en oublie le pays véritable. C'est un tiens provincial sacrifié par un pays tu l'auras...

«Je reste persuadé que c'est un de nos grands problèmes, conclut le professeur lucide et critique. Le Québec, c'est l'assise d'un mythe, d'un pays qu'on n'arrive pas à se donner, et c'est l'espace politico-administratif de protection d'une langue. Le pays réel ne trouve pas son compte dans ce portrait. C'est donc un de nos grands problèmes depuis plusieurs décennies: on bricole, on organise un peu le pays réel, on en fait un instrument de production de la richesse en se disant que la journée où on devient suffisamment riches on protégera le territoire et le patrimoine. Les plus beaux exemples à suivre actuellement, aux États-Unis, en Europe ou ailleurs au Canada comprennent que ça marche exactement à l'envers: c'est la richesse d'un territoire protégé dans tous ses sens qui peut, à terme, soutenir le développement durable et profitable dans tous les sens...»

Le Devoir

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES NOUVEAUX CAHIERS DU SOCIALISME

Le Québec des résistances D'hier à aujourd'hui

Du 25 au 27 août 2011 À l'Université du Québec à Montréal

Trois jours de discussions, plus de 50 intervenantEs, pour déchiffrer le sens de la crise actuelle et surtout, relancer les résistances.

Comprendre le monde, c'est bien. Le changer c'est mieux. La parole est aux jeunes et aux jeunes de cœur.

Information / Inscription www.cahiersdusocialisme.org/

Plan Nord

Jean Charest part à la recherche de partenaires chinois et japonais

MARTIN OUELLET

Québec — Le premier ministre Jean Charest effectuera une nouvelle mission en Asie à compter du 24 août dans l'espoir d'inciter des gens d'affaires à investir dans l'exploitation des ressources naturelles.

M. Charest se rendra pour la première fois au Japon, du 24 au 27 août, avant de poursuivre son périple en Chine à la tête d'une délégation commerciale de plus d'une cinquantaine de représentants d'entreprises et d'institutions.

À Tokyo, le premier ministre québécois fera la promotion du Plan Nord auprès d'entrepreneurs susceptibles d'investir dans l'immense territoire nordique.

Pauvre en ressources naturelles, le Japon présente des perspectives «intéressantes» pour le développement du Plan Nord, estime-t-on au sein du gouvernement du Québec.

Le Japon est le huitième marché d'exportation du Québec avec des ventes annuelles totalisant 900 millions de dollars. Le gouvernement québécois veut stimuler davantage les échanges commerciaux, d'autant plus que se profile un éventuel accord de partenariat économique entre le Japon et le Canada.

Le Japon figure parmi les trois pays «prioritaires», aux côtés de la Chine et de l'Inde, dans la stratégie adoptée par le ministère québécois des Relations internationales.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR Jean Charest

Vulnérable aux turbulences qui secouent l'économie des États-Unis, le Québec tente de s'affranchir de sa dépendance envers le marché américain. Comme l'ensemble des pays occidentaux, il se tourne vers l'Asie pour assurer sa prospérité.

«On le réalise maintenant, ce ne sont plus les États-Unis qui sont la locomotive de l'économie mondiale, ce sont beaucoup plus la Chine et l'Inde», a fait valoir le ministre du Développement économique, Clément Gignac, qui accompagnera M. Charest au Japon et en Chine.

Au moment de mettre sous presse, les filiales n'étaient pas encore toutes attachées quant aux activités auxquelles prendra part le premier ministre en territoire nippon. Il est toutefois acquis que M. Charest se ren-

dra à Kyoto le 27 août pour participer à une cérémonie à la mémoire des victimes du tsunami de mars dernier.

Arrêt en Chine

Après son départ du Japon, M. Charest s'arrêtera le 28 août en terrain connu pour son troisième séjour en Chine depuis 2005.

Jusqu'au 2 septembre, le premier ministre et la délégation commerciale visiteront les villes de Pékin, Shanghai et Jinan.

Les relations commerciales entre le Québec et la Chine ont beaucoup progressé au cours des dix dernières années. Le volume des échanges avec la Chine est passé de 2,8 % en 2001 à 7,7 % en 2009.

La Chine est aujourd'hui le troisième marché d'exportation du Québec derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne, mais la balance commerciale favorise nettement le géant asiatique.

Les dernières données disponibles font état d'un déficit de la balance commerciale de près de 6 milliards. Québec espère réduire l'écart grâce notamment au «boom» des richesses naturelles.

Le premier ministre fera là aussi la promotion du Plan Nord, mais entend ratisser plus large.

Les entreprises québécoises inscrites à la mission proviennent de secteurs divers, comme l'aéronautique, les technologies de l'information, le multimédia et les services.

La Presse canadienne

30 % sur tous les vols Porter ! Prendre un petit coût c'est agréable.

Savourez le bon goût de l'été à petit coût.
30 % de rabais vers toutes les destinations Porter.
Réservez avec le code COCKTAIL avant le 24 août 2011.



Vols au départ de Montréal. Mentionnez le code **COCKTAIL**

Voyagez entre le 2 septembre et le 15 décembre 2011. Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 30 %.
Les tarifs aller simple incluent les surcharges de ligne aérienne et les frais d'aéroport.**

TORONTO 20 par jour 85 \$*	HALIFAX 2 par jour 148 \$*	ST. JOHN'S 160 \$*	SAULT STE. MARIE 137 \$*	SUDBURY 151 \$*	THUNDER BAY 152 \$*
WINDSOR 123 \$*	BOSTON 187 \$*	CHICAGO 187 \$*	MYRTLE BEACH Dès le 8 septembre 219 \$*	NEW YORK 135 \$*	

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

* Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Ce tarif aller simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Ces tarifs pourraient ne pas être en vigueur pendant toute la durée de la promotion. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

** Les tarifs aller simple incluent les services de NAV Canada, les frais d'assurance et les frais d'amélioration aéroportuaire (FAA), mais excluent les taxes et frais gouvernementaux. Les tarifs à destination de Montréal peuvent être différents.

ÉDITORIAL

MBA à McGill

Guili-guili!

C'est maintenant officiel: McGill offre un MBA privatisé alors qu'elle est université publique. Après des mois de valse-hésitation, de discours officiels et officiels, l'opération est — voilà le comble! — réalisée sous les yeux conciliants du ministère de l'Éducation, qui a remis la hache de guerre. L'indignation ministérielle n'était-elle que mascarade?

La punition de deux millions de dollars imposée par Québec à l'Université McGill pour avoir privatisé un MBA sans la bénédiction gouvernementale a finalement eu l'effet d'une chatouille, d'un charmant guili-guili. Officiellement, l'autorité ministérielle a fait les gros yeux pendant qu'elle tapotait gentiment l'université insoumise. Deux millions d'amende tombée au printemps pour sanctionner un MBA de 30 000 \$, inventé en violation des règles budgétaires officielles, ont été quasi sans effet. Jusqu'à preuve du contraire, le nouveau MBA de McGill n'a pas subi de métamorphose. Des changements cosmétiques pour obtenir l'aval ministériel? On n'en sait trop rien.

Ministère et université affirment qu'une nouvelle maîtrise en administration des affaires avec vocation internationale a été concoctée en réponse aux réprimandes gouvernementales. McGill, on s'en souviendra, avait joué l'irrévérencieuse et bafoué les règles ministérielles pour offrir un MBA de prestige, en accord parfait avec la réputation des grandes du monde universitaire.

L'université a tenu bon. Mais pour avoir aussi tenu tête, elle a subi les remontrances publiques des ministres de l'Éducation, puis cette amende destinée à l'ébranler dans son entêtement. Québec soutient que cette sanction (une première dans les annales) a produit son effet; le changement de programme est présenté par le cabinet de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp comme l'effet d'une punition efficace. Seul problème: il faut

faire acte de foi pour le croire. Vendredi dernier, ni McGill ni le ministère de l'Éducation n'étaient en mesure de préciser la nature exacte des changements qui ont pourtant donné lieu à l'approbation de la ministre.

Comme seul bien mince appât, on se contente de dire que les étudiants du profil actuel ne pourraient pas être admis sur la base du nouveau programme, à forte touche internationale. Le nouveau MBA comprendra un voyage à l'étranger et l'embauche d'une majorité de professeurs provenant d'ailleurs sur le globe que du Canada; mais dans le dépliant vantant les mérites du premier programme, on parle aussi d'une partie des études à l'étranger et même du personnel enseignant provenant aux deux tiers de l'international! Où est donc la nouveauté?

Avec cette attitude méfiante et incrédule, on nous reprochera bien sûr de jouer les rabat-joie, de chercher noise, de s'embarquer dans la logique du «tout le monde pareil», de faire valoir les grands principes en omettant les lois du marché et la concurrence qui se joue dans la formation des esprits. Oui, il y a dans cette obstination qui est notre une manière de croire encore aux grands principes qui ont soutenu la création d'un réseau d'éducation québécois, l'accessibilité et l'égalité des chances en ayant été les phares. Depuis les débuts de cette affaire, McGill aura eu le mérite d'avoir été conséquente. Québec, lui, se réfugie derrière une pénalité de deux millions pour faire la preuve de son autorité; mais, en réalité, il vient peut-être d'autoriser un inquiétant précédent. À suivre.

machouinard@ledevoir.com

Répression en Syrie

Les Prussiens d'Orient

Il y a plusieurs mois de cela, lorsque les troupes du colonel Kadhafi se sont approchées de Benghazi, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et, dans une moindre mesure, divers membres de l'OTAN se sont empressés d'intervenir afin d'éviter le bain de sang quasi annoncé par le chef d'État le plus imprévisible de la Ligue arabe. Quelques jours plus tard, la coalition occidentale réclamait avec force son départ. Dans le cas de la Syrie, Obama et consorts ont attendu des mois avant de faire un geste identique.

De prime abord, on pourrait être enclin à ramener cette dissemblance dans le traitement des dossiers à la politique antique du deux poids, deux mesures. Évidemment, les facteurs et variables qui distinguent la Libye et la Syrie s'avèrent si nombreux qu'ils permettent d'avancer que la complexité du sujet syrien est autrement plus profonde, et donc lourde de conséquences régionales, que celle de son pendant libyen.

Pour en comprendre l'amplitude, il y a nécessité de mettre la table, si l'on ose dire, à la lumière des événements récents, en commençant par la Turquie. Au début de l'insurrection syrienne, Ankara et Washington ont fait un troc diplomatique: le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a convaincu Barack Obama de le laisser intercéder auprès de Bachar al-Assad. Au terme du séjour du ministre turc des Affaires étrangères à Damas la semaine dernière, le chef du gouvernement turc a tiré un trait. Assad ayant clairement démontré qu'il n'entendait pas céder, les Turcs ne sont pas allés aussi loin qu'ils étaient allés en 1998.

À l'époque, les maîtres d'Ankara avaient menacé Assad père d'une intervention militaire si ce dernier ne leur livrait pas Abdullah Ocalan, chef du Parti communiste du Kurdistan (PKK). Si Erdogan avait menacé militairement Assad, on aurait assisté sur-le-champ à la fermeture des frontières et donc à l'arrêt des exportations de marchandises turques destinées aux pays du golfe Persique par voie routière. Cela, Assad l'a fort bien compris.

Après la Turquie, il y a l'Iran. Après cinq mois de soulèvement et son cortège de milliers de morts, de centaines de disparus sans oublier les 15 000 personnes emprisonnées, les relations entre Damas et Téhéran sont plus étroites que jamais. Symbole entre tous de la solidité de cette alliance, l'Iran a mis à la disposition du régime Assad son savoir-faire technologique pour mieux cadenasser ces réseaux sociaux considérés comme une des pierres angulaires du printemps arabe. Et maintenant l'Égypte et la Tunisie.

Contrairement à ce que l'on a observé dans ces deux pays, l'armée syrienne redouble d'ardeur en matière de répression. D'autant plus aisément que l'étendue de son pouvoir y est plus large ou marquée que ne l'était celle de son pendant égyptien. On ne rappellera jamais assez cette définition que certains experts en géopolitique collent aux Syriens: «Ils sont les Prussiens d'Orient.» C'est grâce à l'ancrage de la culture militaire que ce pays qui n'a pas les richesses de ses voisins est parvenu au statut de puissance régionale incontournable. En d'autres mots, le renversement d'Assad, si renversement il y a, viendra de l'intérieur.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEÉ BOILEAU

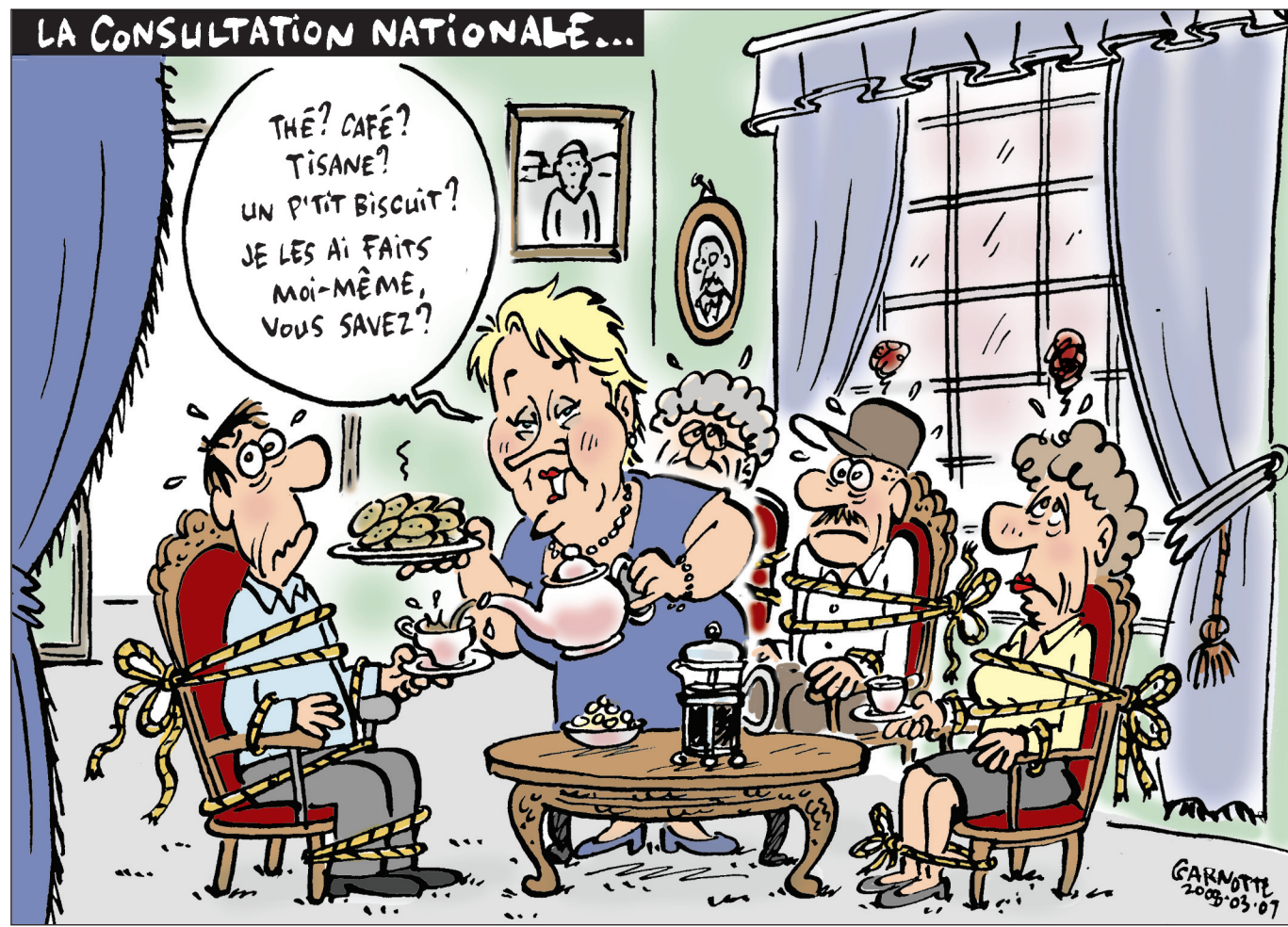
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



REPRISE

LETTRES

Pour un autre «Lac-à-l'Épaulé»

Il semble qu'il est un peu tard pour que Pauline Marois lance un appel au rassemblement des forces souverainistes. Celle-ci a peut-être oublié comment, dès sa fondation, le PQ a écarté bien cavalièrement les partisans du RIN et leur chef, Pierre Bourgault, et comment, il y a quelques années, le PQ a rejeté Françoise David et Québec solidaire.

Le PQ n'est plus l'unique porte-étendard légitime du projet de pays. Il ne gagne rien, à cet égard, à distribuer les gifles à ceux qui osent prendre leurs distances de la démarche retenue par Pauline Marois et ses stratèges. Démarche qu'ils n'arrivent toujours pas à expliquer de façon convaincante au peuple québécois, il faut le dire.

Pour se racheter et montrer à tous qu'il a compris que la souveraineté est plus importante que le pouvoir, le PQ aurait intérêt à proposer à toutes les factions en présence un «Lac-à-l'Épaulé» où chacun laisserait ses ambitions personnelles de côté et accepterait de mettre ses idées en convergence avec celles des autres, et ce, à égalité des forces.

Au lieu de se chicaner sur des détails comme on a pu l'observer ces derniers temps, il vaudrait mieux que les intéressés s'entendent sur ce qui est indéniable, à savoir que, sur le fond, dans les grandes lignes, les partisans de l'indépendance tiennent tous le même discours.

J'ai personnellement quelques idées que je suis prêt à mettre sur la table, à commencer par celle-ci: ce n'est pas en donnant des coups de pied dans les jambes de son partenaire qu'on apprend à mieux danser.

Qui, le premier, aura le courage de tendre la main à l'autre? Celui-là servira le Québec.

Richard Chevalier Weillbrenner

Sutton, le 17 juillet 2011

Monarchiste, Harper?

Rétrograde Harper? Absolument. Machiavélique Harper? Qui en douterait? Monarchiste, Harper? Pas si sûr. Avant ces derniers mois et les épisodes des tableaux de Pellan et des marine et aviation royales, Stephen Harper n'avait pas démontré un penchant particulièrement prononcé pour la monarchie. Au contraire, sa mimique durant les grands événements comme les Jeux olympiques, où il devait se contenter du second rang protocolaire, derrière le gouverneur général, montrait clairement que cela lui déplaisait souverainement.

Et si ce zèle royal soudain, apparu depuis les élections, n'était qu'un outil de plus entre les mains de l'idéologue stratégique constamment en quête d'armes nouvelles pour terrasser ses adversaires politiques? Presque 60 % des députés du NPD représentent le Québec, et plus précisément le Québec francophone, ce Québec qui n'aime pas la monarchie, ou au mieux la tolère. Quelle belle occasion donc de placer dans un pétrin royal la loyale opposition officielle de Sa Majesté, en mettant en rogne une majorité de Québécois et en forçant les députés NPD inexpérimentés (à l'exception de Thomas Mulcair) du Québec à refléter la position antimonarchiste de leurs électeurs, ou alors à démontrer leur attachement à la Couronne britannique à l'encontre de ces mêmes électeurs!

Même si le NPD estime que le Canada devrait un jour rompre ses liens avec la monarchie britannique, dans le climat actuel où

le ROC ne cesse d'accuser de trahison les Québécois nationalistes de toutes allégeances qui osent avoir quelque lien que ce soit avec un parti indépendantiste québécois, le NPD risque de s'empêtrer dans ses déclarations lors d'un éventuel débat sur la loyauté à la monarchie britannique. Que voilà une occasion en or pour Stephen Harper d'affaiblir la crédibilité du NPD au Canada anglais et d'essayer de tuer dans l'œuf l'idée même que ce parti pourrait former un jour le gouvernement au Canada!

Tordu, croyez-vous? Pas pour ce premier ministre du Canada capable de tout pour arriver à ses fins.

Jean Piuze

Québec, le 18 août 2011

«Royaliser» les Canadiens francophones?

Le premier ministre du Canada, Stephen Harper, vient de décider d'ajouter le mot «royal» aux noms des Forces de la Défense nationale et *Le Droit* nous apprenait le 17 août que le couperet tombait sur le Bureau de la traduction. On craint pour la qualité des traductions en français. Aussi, le premier ministre a fait enlever deux peintures d'un artiste québécois de renommée mondiale du siège social du ministère des Affaires étrangères pour les remplacer par le portrait de la reine d'Angleterre. Il semble oublier que le Canada est devenu un pays souverain en 1931 et il oublie également la Loi sur les langues officielles. On peut se demander si M. Harper entend «royaliser» (néologisme) les Canadiens parlant français.

Maurice Marcotte

Gatineau, le 18 août 2011

LIBRE OPINION

Pour des États généraux du mouvement souverainiste

MARC LAVIOLETTE

PIERRE DUBUC

Respectivement président et secrétaire du SPQ Libre

Parti québécois, Québec solidaire, Parti indépendantiste, Option-Québec, le mouvement souverainiste se fractionne. Le résultat de ce fractionnement est prévisible. Face aux forces fédéralistes, la dispersion va se transformer en débandade, la désunion en déroute.

La responsabilité de Mme Marois

La responsabilité de ce gâchis est certes partagée, mais Mme Marois, en tant que chef des forces souverainistes, doit en assumer la plus grande part. Elle n'a pas été la rassembleuse que ses antécédents laissaient espérer. Sous sa gouverne, nous avons eu droit à des expulsions contrevenant aux statuts (le SPQ Libre est bien placé pour en parler), au filtrage des délégués et des propositions dans la préparation du dernier congrès, à la manipulation au congrès de la priorisation des propositions (le programme du parti ne comprend aucune référence au mouvement syndical parce qu'on a donné priorité à une proposition sur les haltes routières!) et à la reconsidération du vote, lorsqu'une proposition déplaisait à la direction du parti, comme ce fut le cas avec la proposition en faveur de l'unilinguisme dans l'affichage.

Mme Marois a triomphé au congrès. Elle a obtenu la confiance de 93 % des délégués

et l'adoption de ses propositions sur la gouvernance souverainiste. Mais, force est de réaliser aujourd'hui que ce fut une victoire à la Pyrrhus. On se rappellera que ce général avait perdu tellement de troupes dans sa victoire contre les Romains que l'historien Plutarque lui prêta cette phrase: «Si nous devons remporter une autre victoire sur les Romains, nous sommes perdus.»

Pendant, à son crédit, nous savons maintenant que Mme Marois peut reconnaître une erreur. Elle l'a fait lors des événements entourant le vote sur l'amphithéâtre de Québec en permettant un vote libre de ses députés sur le projet de loi 204. Bien sûr, elle l'aurait permis plus tôt, elle aurait empêché la démission de membres de son caucus.

Aujourd'hui, Mme Marois promet une large consultation avec les citoyens. On ne peut s'y opposer. Mais ce n'est pas ce que les événements exigent. Nous assistons à l'éclatement des forces souverainistes et à la multiplication des regroupements, mouvements et partis. Aucun parti actuel n'est en mesure de contrer l'effet de ces forces centrifuges. Même Françoise David en fait le constat, devant la création du Nouveau Mouvement pour le Québec, dont l'élément fondamental de son manifeste est un copié-collé du programme de Québec solidaire.

Pour la tenue d'États généraux

Nous pouvons bien discuter aujourd'hui s'il vaut mieux tenir une constituante avant

ou après un référendum sur la souveraineté, mais, chose certaine, afin de pouvoir convoquer une véritable constituante, il faut d'abord prendre le pouvoir!

Devant cette situation d'éparpillement des forces indépendantistes, le SPQ Libre croit qu'il faut un point de ralliement au-delà des partis politiques et que celui-ci ne peut être que la convocation des États généraux du mouvement souverainiste.

Mme Marois pourra y défendre sa gouvernance souverainiste, Québec solidaire et le Nouveau Mouvement pour le Québec leur projet de constituante, le député Jean-Martin Aussant pourra y mesurer l'appui que recueille sa proposition de déclaration d'indépendance par suite d'une simple victoire électorale, et ainsi de suite. Les États généraux permettront de confronter les points de vue dans le but de clarifier les objectifs, les stratégies et les formes organisationnelles de la lutte pour l'indépendance du Québec dans le présent contexte québécois, canadien et mondial.

La multiplication des regroupements souverainistes est un signe de la vitalité de l'idée de l'indépendance du Québec. La flamme souverainiste est partout présente. Notre tâche est de la transformer en flambeau. Pour ce faire, la tenue d'États généraux du mouvement souverainiste s'impose. A Mme Marois, la chef actuelle de la plus importante organisation souverainiste, de les convoquer.

IDÉES

Crise au PQ

Il y a 30 ans, Pierre Bourgault faisait le même constat

ROBERT COMEAU

Historien

Denis Monière, dans *Le Devoir* du 17 août dernier, affirme que «le Parti québécois a connu sa première dérive idéologique en 1985 lorsqu'il a remplacé la souveraineté par la logique autonomiste de l'affirmation nationale». Je pense qu'il faut effectuer un bref rappel historique pour comprendre que la crise actuelle du projet indépendantiste est contenue en germe dès la création du Parti québécois en 1968.

Il y a trente ans, le franc-tireur de l'indépendance Pierre Bourgault, après sa démission du Parti québécois en 1981, avait fait le même constat que les démissionnaires d'aujourd'hui. Il faut relire le bilan qu'il fait de ses vingt ans de vie politique active, dans ses *Écrits polémiques, La politique*, tome 1, ouvrage publié une première fois en 1982 chez VLB éditeur et réédité en 1996 chez Lanctôt éditeur.

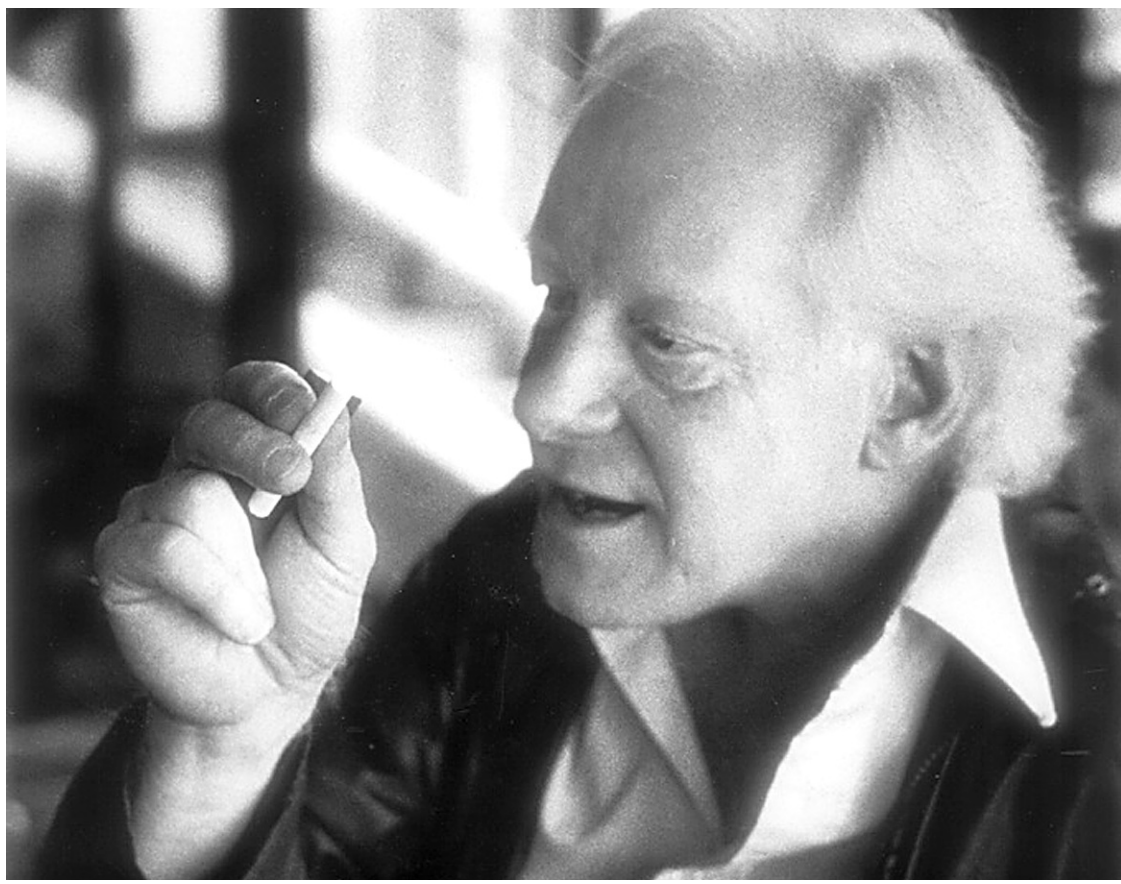
D'abord le fait que, dès 1967, René Lévesque, en fondant le mouvement Souveraineté-association (MSA), n'ait pas voulu s'unir aux indépendantistes du Rassemblement pour l'indépendance nationale dirigé par Pierre Bourgault contient en germe la crise actuelle. Bourgault milite pour l'indépendance depuis le début des années 60, s'impose comme le principal porte-parole du mouvement et devient président du RIN de 1964 à 1967. Ce tribun indépendantiste exceptionnel, qui s'exprime dans des discours colorés sans la retenue habituelle des politiciens et de la crainte des excès de langage, abandonne la direction de son parti dans l'espoir de réaliser l'unité des indépendantistes dans un seul grand parti, alors que Lévesque, quittant le Parti libéral et fondant le MSA, se méfie du RIN clairement décidé à briser le lien fédéral et à mettre fin à notre statut politique minoritaire au Canada et résolument pour la création d'un pays indépendant et progressiste.

Lévesque a un autre projet en tête et se tient loin du radicalisme des indépendantistes. Il cherche même à se faire excuser de son option séparatiste. Il fera d'ailleurs toujours coïncider la naissance du mouvement souverainiste avec la fondation du MSA, exprimant par ce fait même une rupture avec le mouvement indépendantiste.

L'indispensable indépendance

Bourgault adhère pourtant au PQ et tente de s'y faire une place malgré l'opposition de Lévesque et des souverainistes étiapistes qui considèrent maintenant les indépendantistes comme des radicaux «purs et durs». Il réussit à se faire élire à l'exécutif du PQ malgré Lévesque en 1971, mais démissionne après un an, désillusionné, car marginalisé par Lévesque au sein du parti et ne pouvant intervenir comme il le souhaitait pour mettre en avant l'indépendance du Québec.

Ses arguments pour l'indépendance se retrouvent dans le programme électoral du RIN de 1966,



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pierre Bourgault en 1983, deux ans après sa démission du Parti québécois

qui n'est pas un programme de bon gouvernement provincial. Bourgault est très clair: «On s'apercevra vite à la lecture de ce programme que les solutions sont presque toutes irréalisables sans cet instrument essentiel qui s'appelle l'indépendance. C'est l'indépendance qui nous fera récupérer les pouvoirs et l'argent nécessaires pour appliquer notre programme, dans tous les domaines. Sans cet instrument, toute bataille devient futile, tout effort est vain.» (*Écrits polémiques*, tome 1, réédition 1996).

A ceux qui disaient alors qu'il fallait attendre les conditions gagnantes, Bourgault répondait: «Ceux qui le disent s'imaginent que l'indépendance est une récompense pour les peuples parfaits. Bien au contraire, l'indépendance est l'instrument des peuples faibles, des peuples qui n'ont pas de pouvoirs, des peuples qui manquent de moyens. C'est parce que nous ne sommes pas prêts qu'il faut faire l'indépendance. Elle vient non pas à la fin de la vie d'un peuple, mais au début: c'est-à-dire au moment où ce peuple entend assurer sa pleine liberté et assumer ses pleines responsabilités. Non, l'indépendance n'est pas une récompense, c'est un effort. Non l'indépendance, n'est pas un extrémisme, c'est la chose la plus normale au monde.» (*Écrits polémiques*, 1996).

En 1973, dans un article qui a pour titre «René Lévesque n'a jamais voulu l'unité des indépendantistes», il tient à réaffirmer que «c'est nous [du RIN] qui avons fait l'unité des indépendantistes, contre la volonté de René Lévesque»; dans un autre article de 1973 intitulé «L'intolérance de René Lévesque»,

Bourgault affirme ne pas comprendre l'acharnement que mit le politicien à nous empêcher de nous intégrer au Parti québécois.

«Avaler les indépendantistes»

Dès le congrès de 1971, Bourgault se permet un percutant discours critiquant l'orientation mise en avant par Lévesque: «Si nous sommes sérieux avec ce que nous avançons, on devrait parler moins de sécurité et pas mal plus de liberté! L'indépendance, ce n'est pas la sécurité, le statu quo. Je pense que nous avons le devoir de ne rien cacher à la population de ce que nous croyons nécessaire et vrai. Combien de fois reculons-nous devant l'exposé de notre programme? À quoi ça sert les meilleures solutions si toujours nous gardons le silence de crainte d'effrayer les électeurs? La vraie respectabilité, c'est ce à quoi on arrive quand, après des années, on se retrouve fidèles à ses objectifs et à ses principes. Et souvent le parti qui n'est pas respectable aujourd'hui peut le devenir demain s'il est resté fidèle à ses rêves de jeunesse.»

En 1978, il réagira à une déclaration de Lévesque sur l'objectif du référendum: «Comme Duplessis avec l'Action libérale, René Lévesque est en train d'avalier les indépendantistes. Faire de l'association une nécessité est un recul par rapport au programme du PQ et par rapport à l'action des indépendantistes depuis une vingtaine d'années, c'est un recul idéologique, un recul stratégique et aussi un recul par rapport à la démocratie au sein du Parti.»

Charte sur l'agriculture urbaine

Montréal, ville verte et nourricière

ÉRIC DUMOUCHEIN,
LÉA CHAMPAGNE,
MARIE-ÈVE JULIEN-DENIS

Membres du Collectif de recherche sur l'aménagement paysager et le développement durable

Les acteurs du milieu le disent: «Montréal est une ville nourricière qui s'ignore.» Pendant que les métropoles nord-américaines et européennes développent des politiques et des structures favorisant le développement de l'agriculture urbaine (AU) sur le territoire, Montréal, assise sur ses lauriers, regarde le train passer.

Lors de la troisième édition de l'École de l'agriculture urbaine, organisée par le Collectif sur l'aménagement paysager et l'agriculture durable (CRAPAUD) en collaboration avec l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal, 150 acteurs de la société civile se sont concertés afin de créer la base d'une première charte citoyenne montréalaise sur l'agriculture urbaine, charte visant l'intégration et la reconnaissance de l'agriculture urbaine dans les politiques municipales, provinciales et nationales. Cette charte a été réalisée par une démarche citoyenne participative.

Cette charte se veut un élément de travail pour la consultation publique sur l'agriculture urbaine à Montréal que vient de demander le Groupe de travail sur l'agriculture urbaine (GTAU). La voici. ■ Considérant que l'agriculture urbaine dans sa plus simple expression est la production alimentaire en milieu urbain; ■ considérant que l'agriculture urbaine se vit et se développe sous de multiples formes et dans une multitude d'espaces (jardins collectifs, jar-

dins communautaires, jardins privés, jardins sur les toits, etc.);

■ considérant que l'agriculture urbaine est une des réponses à l'urbanisation grandissante, et que par ses différentes facettes elle contribue à améliorer la qualité de vie des citadins et citadines; ■ considérant les nombreux défis et enjeux auxquels l'agriculture urbaine est exposée; ■ nous proposons les recommandations suivantes:

Alimentation, santé et sécurité alimentaire

■ prioriser le développement de l'AU dans les secteurs où il y a présence d'insécurité alimentaire; ■ financer de façon récurrente les différentes initiatives afin d'assurer une production de qualité en quantité suffisante pour contribuer significativement à un besoin en sécurité alimentaire; ■ intégrer l'AU à la politique d'aménagement du territoire afin de valoriser le potentiel de production et de distribution alimentaire de Montréal.

Transport, circuits courts et diminution des déchets

■ inciter les entreprises et institutions à faire un plan d'action de réduction des déchets incluant les matières organiques; ■ créer une certification inspirée du «One Hundred Miles» afin de favoriser l'achat local et de diminuer le transport des aliments; ■ adapter et clarifier le cadre réglementaire pour favoriser le développement de fermes urbaines

et protéger les fermes existantes dans le but de promouvoir les circuits courts.

L'agriculture urbaine dans sa plus simple expression est la production alimentaire en milieu**Solidarité et prise en charge locale**

■ reconnaître les bienfaits de l'agriculture urbaine en ce qui a trait à la santé physique et mentale en faisant la promotion de celle-ci dans le cadre des programmes sociaux, destinés à l'amélioration des conditions de vie des citoyens; ■ reconnaître l'agriculture urbaine comme une activité favorisant la mixité sociale, intergénérationnelle et interculturelle, tout en inscrivant dans les politiques et en lui accordant des financements spécifiques; ■ encourager et soutenir les initiatives citoyennes, et favoriser la prise en charge des projets d'AU en créant un programme d'accompagnement intégré en collaboration avec les acteurs du milieu de façon pérenniser des projets.

Terreau fertile et éducatif

■ inclure, dans le curriculum scolaire, l'éducation relative à l'agriculture urbaine et à l'alimentation de manière transversale dans les différentes disciplines scolaires; ■ créer un centre de documentation et de référence en agriculture urbaine dans le but de recueillir et de diffuser l'information; ■ soutenir les initiatives de partenariat entre les institutions éducatives et les communautés.

Environnement, verdissement et biodiversité

■ permettre l'utilisation d'espaces publics

Sans renoncer

Dans *Le Devoir* du 20 août 1980, après la défaite du premier référendum, et à la veille des élections de 1981, il rompt avec le parti et dénonce «l'homme qui a incarné depuis vingt ans les espoirs de toute une génération de Québécois». Il avoue que «c'est la mort dans l'âme que je romps avec le meilleur homme politique que le Québec ait jamais produit». Pour Bourgault, le non majoritaire de 1980 n'impliquait pas de renoncer à la lutte. «Moi aussi je m'incline, mais je ne renonce pas à convaincre une majorité de la valeur de la cause que je défends.»

Revenant sur la question référendaire de 1980 qui demandait aux Québécois s'ils voulaient que leur gouvernement négocie une nouvelle entente avec le reste du Canada, basée sur la souveraineté-association: «Quoi qu'en dise Lévesque, cela veut dire que tout est négociable, y compris notre droit à l'autodétermination. Quelle stratégie inouïe! Si j'étais fédéraliste, cette question me ravirait.» Il ajoute que «ce n'est pas pour cela que le mouvement séparatiste existe, ce n'est pas pour cela que le Parti québécois a été créé, ni ce pour quoi des dizaines de milliers de militants se battent depuis plus de vingt ans».

Alors que Lévesque fait campagne en 1981 pour un bon gouvernement provincial, comme en 1976, Bourgault lui reproche de n'avoir jamais rompu avec une vision provincialiste des choses:

«Le mouvement indépendantiste, à son origine, avait rompu avec la Révolution tranquille; non pas qu'on n'y voyait pas quelques progrès par rapport à la situation précédente, mais bien parce qu'elle se voulait à l'intérieur du cadre provincial. Or, monsieur Lévesque n'a jamais rompu avec la Révolution tranquille.» Et de conclure: «Or, il m'a toujours semblé que nous n'étions pas là pour faire mieux que les autres, mais autre chose. Si l'exercice du pouvoir pour les souverainistes ne conduit pas à l'exercice de la souveraineté, alors ce pouvoir est vain et illusoire. Il constitue un piège dans la mesure où il occulte les véritables enjeux en les reportant à plus tard, au risque de les voir disparaître de nos préoccupations collectives. C'est ce processus, déjà largement entamé, qu'il faut à tout prix stopper. Voilà l'objectif de ma sortie contre René Lévesque. Je dis qu'il est le premier responsable de tout ce vasouillage qui entoure l'option de la souveraineté.»

Jusqu'à la fin de sa vie, le 16 juin 2003, Bourgault a continué à promouvoir l'indépendance du Québec et à critiquer le PQ chaque fois qu'il n'en a pas fait sa priorité. Toujours en 1981: «Moi, je dis qu'il est suicidaire pour les souverainistes d'abandonner leur idée — tout en disant qu'on ne l'abandonne pas — au moment où cette idée a atteint sa plus grande force depuis vingt ans. Il faut en parler de plus en plus, quitte à nous retrouver dans l'opposition, là où se trouve notre idée, de toute façon. Même si l'étiapisme ne consiste qu'à abandonner notre idée par étapes, alors qu'on ait le courage de nous le dire. Si cette idée, acceptée et défendue par plus de 40 % de Québécois, ne vaut pas la peine d'être prônée ouvertement, alors que le Parti québécois et ses chefs aient le courage de la retirer du programme. Car à qui fera-t-on croire qu'on y tient quand elle ne sert plus qu'à masquer notre volontaire impuissance?»

pour l'AU, tels que les toits, les murs, les stationnements, les friches, les espaces peu utilisés dans les parcs et autres espaces, notamment en identifiant ceux-ci et en facilitant le déploiement de projets sur ces espaces en partenariat avec les organisations, les citoyens et les groupes;

■ créer un comité en AU à l'échelle de Montréal pour intégrer l'AU dans le développement de corridors verts;

■ favoriser une plus grande diversité des végétaux comestibles indigènes dans les programmes de verdissement.

Appropriation territoriale, aménagement urbain et droit à la ville

■ reconnaître l'AU comme un usage du territoire urbain nécessaire en tant que composante essentielle des milieux de vie durables, impliquant une cohabitation harmonieuse et un accès pour tous les citoyens; ■ agir sur la sécurité foncière en développant un zonage spécifique qui pérennise la fonction de l'AU par des incitatifs à développer (taxation, code bâtiment...); ■ reconnaître et favoriser la complémentarité de l'AU et de l'agriculture périurbaine avec un objectif d'accroître l'appropriation local.

Cette charte fut créée et appuyée par un collectif de citoyens présents le 18 août à la journée de consultation populaire de l'École d'été 2011 sur l'agriculture urbaine. Pour rejoindre la liste des signataires, voir le site www.crapaud.uqam.ca/?page_id=1687.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec)/Étienne Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Franceur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); Information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault/Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters); Information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Frédéric Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); Information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); Information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andrée Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Étienne Plamondon-Emond (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desjard, Amel Elham, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

LIBYE

SUITE DE LA PAGE 1

À leur arrivée près de la ville, les insurgés venus de l'ouest ont été accueillis par une foule en liesse, a constaté un correspondant de l'AFP. Dans leur avancée, ces rebelles, venus des montagnes de Nefoussa, ont pris le contrôle d'une caserne, située au «kilomètre 27», où ils se sont emparés d'armes et de munitions. Cette caserne était l'obstacle le plus important sur la route de Tripoli. Ils ont atteint la symbolique place Verte, située au cœur de Tripoli. Au début de la nuit, les insurgés disaient contrôler la totalité de la ville, sauf le palais de Kadhafi.

Par ailleurs, la garde personnelle de Mouammar Kadhafi s'est rendue aux rebelles libyens, a annoncé la chaîne de télévision al-Arabiya, citant le Conseil national de transition (CNT). Al-Jazira indiquait également que les hommes chargés de la sécurité du «guide» avaient déposé les armes. Néanmoins, quelques poches de militants pro-Kadhafi résistaient toujours au petit matin. «Le combat n'est pas fini», a prévenu Mahmoud Jibril,

Au début de la nuit, les insurgés disaient contrôler la totalité de Tripoli, sauf le palais de Kadhafi

l'un des principaux responsables du CNT.

«Aujourd'hui, il n'y a plus de différence entre les Libyens. Nous allons écrire l'histoire. Nous avons été inégaux sous 42 ans de dictature, nous serons égaux dans la démocratie», a ajouté Mahmoud Jibril. Il a demandé aux rebelles de ne pas se venger et «d'épargner la vie des prisonniers, même des proches de Kadhafi, ses enfants, sa famille».

En soirée, un haut responsable libyen a affirmé que 1300 personnes avaient été tuées à Tripoli depuis le début de l'offensive rebelle d'hier, appelée offensive «Si-rène». Il n'était pas possible de vérifier ce bilan.

Les insurgés ont de leur côté annoncé la mise en service d'une radio rebelle à Tripoli, sur laquelle ils vont diffuser des enregistrements de conversations radio entre soldats pro-Kadhafi sur des exécutions sommaires de manifestants anti-régime.

Kadhafi s'accroche

Malgré cette avancée inédite des rebelles, Mouammar Kadhafi a encore affirmé qu'il ne se rendrait pas et sortirait «victorieux» de la bataille de Tripoli dans un nouveau message sonore diffusé par la télévision. Il s'agissait du deuxième en moins de 24 heures de M. Kadhafi.

«Nous ne nous rendrons pas. Nous n'abandonnerons pas Tripoli aux occupants et à leurs agents», a-t-il lancé, appelant ses partisans à «marcher sur le quartier de Tajoura par dizaines de milliers pour le purger des agents des colonisateurs».

«Je donne l'ordre d'ouvrir les stocks d'armes. J'appelle tous les Libyens à se joindre à la lutte. Que ceux qui ont peur donnent leurs armes à leurs mères et à leurs sœurs. Sortez! Je serai avec vous jusqu'à la fin. Je suis à Tripoli. Nous vaincrons!», a-t-il lancé.

Préparé depuis des mois, le soulèvement de la capitale a été coordonné par des cellules de l'opposition sur place. De source diplomatique française, on confirme que les cellules rebelles de Tripoli n'ont fait que suivre les plans établis il y a des mois et répondre au signal. Le feu vert est venu au moment de l'«ifrah», le repas que prennent les musulmans au coucher du soleil pendant le ramadan. C'est à ce moment que les imams ont utilisé les haut-parleurs des minarets pour appeler les adversaires de Kadhafi à descendre dans les rues, selon des habitants. Fusillades et explosions ont ensuite retenti en plusieurs points de la ville.

Plusieurs pays occidentaux jugent que le régime de Kadhafi approche de sa fin. Pour la Maison-Blanche, les jours de M. Kadhafi comme dirigeant sont comptés. Le président américain, Barack Obama, a invité les rebelles à respecter les droits de l'homme et à marcher vers la démocratie. Le président français, Nicolas Sarkozy, a pour sa part estimé «que l'issue ne fait désormais plus de doute», et Rome a dit que la «tragédie» du conflit «touche à sa fin». «On peut voir le régime s'effriter et, plus tôt Kadhafi réalisera qu'il ne peut gagner cette guerre contre son propre peuple, mieux ce sera», a déclaré tard hier soir un porte-parole de l'OTAN.

«Les possibilités d'une sortie en douceur pour Kadhafi s'amenuisent d'heure en heure», a estimé Achour Chamis, journaliste et activiste d'opposition en exil au Royaume-Uni. «Je pense qu'on ne lui dit pas tout ce qui se passe.»

La rébellion contre le régime de Mouammar Kadhafi s'est amorcée en février dernier lors de manifestations de masse rapidement réprimées par les autorités.

Le Devoir

Avec l'Agence France-Presse, Reuters, Associated Press et Libération

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans le texte de Lisa-Marie Gervais intitulé «Gil Courtemanche 1943-2011 – L'homme aux douces colères» publié le samedi 20 août dernier. Il aurait fallu lire que le journaliste, essayiste et écrivain Gil Courtemanche est décédé d'une hémorragie et non d'une hémorragie cérébrale. Toutes nos excuses.

MOUVEMENT

SUITE DE LA PAGE 1

un automne québécois après le printemps arabe.» L'ancien ministre péquiste et candidat à la direction du PQ en 2005, Gilbert Paquette, a rappelé qu'il avait proposé l'idée des états généraux du mouvement souverainiste dès 2007: «Ça a pris de l'ampleur et je vois que ça prend de l'ampleur aujourd'hui. Et je crois qu'il faut le faire rapidement.»

Le secrétaire du club politique SPQ Libre, Pierre Dubuc, a soutenu que des états généraux sont «la seule façon de réduire la division qui existe aujourd'hui entre différents regroupements». Toujours membre du PQ et de l'exécutif de Marguerite-D'Youville (malgré l'éviction du SPQ Libre des instances du PQ), Pierre Dubuc a soutenu que les états généraux constitueraient un endroit idéal pour le mouvement souverainiste pour débattre des différentes options présentes (voir le texte de ce dernier co-signé avec Marc Laviolette et publié aujourd'hui en page A 6).

Grand critique de Pauline Marois, il soutient qu'elle devrait elle-même convoquer d'éventuels états généraux. La députée de Crémazie Lisette Lapointe ne partage pas cette opinion: «Ce ne doit pas se retrouver dans les mains d'un seul parti politique. Ça, ce serait de la récupération.» La création d'un nouveau parti souverainiste n'est pour l'instant pas nécessaire, croient M. Curzi et Mme Lapointe, mais cette dernière a soutenu qu'au moment des élections, les souverainistes devraient se regrouper «sous un parapluie souverainiste».

Perte d'emploi

Au dire de Jocelyn Desjardins, la publication du manifeste du NMQ *Brisons l'impasse* et l'annonce de la tenue de cette assemblée avaient contraint les autres forces politiques à se rapprocher des citoyens. Pauline Marois a annoncé une tournée de consultations citoyennes (la première se tiendra demain à Trois-Rivières). D'autres forces politiques ont dû sortir de



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Jocelyn Desjardins

leurs «salons cossus d'Outremont», a ajouté M. Desjardins en référence à l'ex-ministre François Legault, dont la Coalition pour l'avenir du Québec entamera une consultation panquébécoise prochainement.

Critique à l'endroit du PQ de Pauline Marois, M. Desjardins a toutefois réservé ses flèches les plus acérées à M. Legault qu'il a qualifié d'«éteigneur de rêve». C'est un sondage indiquant la forte popularité de M. Legault qui a convaincu M. Desjardins de lancer son mouvement, a-t-il raconté. Cette décision a d'ailleurs déjà eu une conséquence bien concrète dans sa vie puisqu'il a perdu vendredi son emploi comme directeur des communications et du marketing pour le Conseil québécois du commerce de détail. Dans une intervention en fin de journée, Lisette Lapointe s'est dite «scandalisée» qu'au Québec en 2011, on puisse perdre son emploi «parce qu'on s'implique dans une démarche citoyenne».

Élection référendaire

Toute la journée, des intervenants se sont succédé au micro. Un des premiers, le militant péquiste Jean-Louis Pérez, a suscité la réprobation

de plusieurs dans la salle en défendant la chef péquiste et son projet de «gouvernance souverainiste» adopté «massivement» par les militants du PQ lors du congrès d'avril. L'idée qui revenait le plus souvent était toutefois celle du retour à «l'élection référendaire» abandonnée par le PQ en 1974. Le député de Nicolet-Yamaska, Jean-Martin Aussant, a fait savoir en début d'été que le retour à cette voie d'accès à l'indépendance ne devait pas être écarté. L'ancien député de la circonscription de l'Assomption, Jean-Claude St-André, en brouille avec le PQ depuis son éviction comme candidat en 2008, a soutenu, en marge de l'assemblée hier, qu'il croyait lui aussi que c'était la voie à suivre.

En après-midi, deux personnalités non signataires du manifeste ont joué le double rôle de conférencier et d'animateur. Le premier, l'humoriste François Parenteau, a plaidé pour une réforme du mode de scrutin qui permettrait d'inclure des éléments de proportionnelle. L'environnementaliste Daniel Breton, de l'organisme Maîtres chez nous XXI^e siècle, a par la suite plaidé pour une indépendance énergétique du Québec qui mènerait à l'indépendance politique.

Affiliations diverses

Plusieurs «citoyens» ont souligné leur affiliation à des mouvements existants, notamment quelques représentants de Québec solidaire. Au moins deux personnes ont revendiqué leur appartenance au Réseau de résistance du Québécois. L'ex-felquist Pierre Schneider, après avoir rappelé ses années au Rassemblement pour l'indépendance nationale des années 60, a lancé un «appel pacifique à la subversion» et a incité à «renverser l'ordre établi» et à débarrasser le Québec de «la monarchie constitutionnelle» actuelle. Un autre ex-felquiste, Rhéal Mathieu, était présent, mais en tant que caméraman pour un site Internet. Il a précisé qu'il ne travaillait pas pour le NMQ.

Le Devoir

URBANISME

SUITE DE LA PAGE 1

sur la santé et le bien-être. Il prononcera la prestigieuse conférence inaugurale demain matin devant des centaines de participants venus de 70 pays.

«Je vais parler des villes durables et viables, dit l'architecte-urbaniste. Je vais développer l'idée qu'en bâtissant des villes en tenant compte des gens qui les habitent, et pas seulement des voitures, elles seront nécessairement plus agréables à vivre et moins dommageables pour la santé et l'environnement. Il faut concevoir la planification urbaine dans une perspective englobante, holistique, en considérant tous les aspects de la vie.»

Copenhaguiser Copenhague

Le professeur émérite de design urbain à l'Académie royale danoise, né en 1936, est reconnu mondialement comme un puissant et influent théoricien de la ville contemporaine. Il a contribué à la critique radicale du fonctionnalisme voulant que la ville segmente et isole les milieux de vie, de travail et de loisir. L'expansion des couronnes de Montréal depuis les années 1950 s'arrime à ce vieux modèle obligeant les citoyens à travailler, à s'amuser et à dormir en trois lieux éloignés, mais liés par des autoroutes. Jan Gehl oppose à cette ségrégation des usages une mixité des fonctions et une densification des occupations, minimisant du même coup les transports motorisés.

On lui reconnaît l'initiative de redéfinition de la Strøget, l'artère principale de la capitale danoise devenue à compter de 1962 la plus longue rue piétonne d'Europe, hiver comme été. La première interdiction des voitures touchait quelques milliers de mètres carrés. La zone s'étend maintenant sur près de 10 hectares. Dans la journée, cette Sainte-Catherine scandinave est fréquentée par plus de 250 000 personnes.

M. Gehl a aussi largement contribué au renouveau de popularité du vélo dans sa ville. A Copen-

hague, chaque jour, un habitant sur trois se rend au travail ou à l'école à vélo. Une nouvelle politique municipale prévoit hausser ce seuil à 50 % d'ici 2015. A Montréal, la proportion oscille autour de 2 %.

Beaucoup de villes américaines font bien pire et n'ont même plus de centre-ville digne de ce nom. Le Danois note alors l'exception notable de New York, où la firme Gehl Architects a d'ailleurs contribué à redéfinir Times Square puis d'autres secteurs essentiels de Manhattan en faveur des piétons, des cyclistes et des flâneurs urbains en tous genres.

«Le Big Bang, mais je ne devrais pas utiliser cette expression, a commencé en 2007 et, depuis, les transformations vont très, très vite. En seulement trois ans, New York a développé 400 kilomètres de pistes cyclables, fermé des sections de Broadway aux autos et créé de nouveaux espaces verts, pas seulement à Manhattan. Cette ville se transforme assez vite et assez radicalement, avec de grands bénéfices pour tous. Une étude a montré que le commerce a augmenté de 71 % dans les sections piétonnisées de Broadway.»

Son bureau compte une quarantaine de spécialistes qui interviennent partout dans le monde. Melbourne, en Australie, a été «copenhaguisée». D'autres villes du pays-continent s'y mettent. Deux «gehlistes» dirigeaient un atelier à Montréal, l'an dernier, pour aider à repenser les environs de la gare Jean-Talou. Gehl Architects vient de commencer le travail pour orienter la reconstruction de Christchurch, deuxième ville de la Nouvelle-Zélande, partiellement détruite par un tremblement de terre.

La forme et le fond

L'humain, l'échelle humaine devient l'étalon de mesure de la qualité des réalisations urbaines. La grille d'évaluation de la firme Gehl Architects comprend une quinzaine de critères, dont la qualité esthétique, mais pas uniquement celle-ci. Les gens boudront et détestent le plus bel im-

meuble s'il est mal pensé pour ses usagers.

«Les membres de notre firme s'intéressent à la dimension humaine de la planification urbaine, un aspect négligé de l'urbanisme», explique Jan Gehl. Nous partons du point de vue des individus, ce qu'ils aiment et ce qu'ils font dans la ville. Puis nous suggérons des transformations pour améliorer cette relation agréable avec une ville dynamique et captivante, en y marchant par exemple.»

Cette idée de repositionner la vie réelle au centre de l'aménagement lui est venue dans les années 1960, au fil de discussions avec sa femme psychologue qui lui reprochait, à lui comme aux autres architectes, de ne s'attarder qu'aux formes en oubliant l'essentiel: l'habitant de la machine à habiter. «Avec elle, j'ai donc approfondi la réflexion sur les liens entre la planification urbaine, l'architecture, la psychologie et la sociologie», raconte-t-il en ajoutant que son couple vient de fêter ses noces d'or.

«Depuis ce temps, je m'intéresse à la mobilité dans l'espace, jusque dans les détails. Comment se déplace-t-on sur un trottoir, devant un immeuble, dans un quartier? Pour moi, la bonne architecture ne dépend pas des formes, mais bien de l'interaction entre la forme et la vie, ce qui est bien plus difficile et exigeant.»

Le livre phare de M. Gehl, *Livet mellem husene* («Vivre entre les maisons»), paru en 1971, vient d'être traduit en Iran et en Roumanie. La réhumanisation de la cité par le *new urbanism* et par la mobilité verte vaut pour tous, partout. Tout le monde, y compris à Montréal, peut donc en avoir, des belles affaires comme à Copenhague...

«C'est aussi une question écologique et de santé publique, dit finalement Jan Gehl, grand rebâisseur de villes. Les changements climatiques ou l'épidémie d'obésité exigent des réaménagements de la mobilité dans l'espace. Il faut encourager les gens à marcher, à rouler à bicyclette le plus possible, et pas seulement le dimanche...»

Le Devoir

DSK

SUITE DE LA PAGE 1

son avocat, M^e Kenneth Thompson. Ce dernier a reçu un bref message signé des services du procureur: «Je voudrais inviter votre cliente à assister à une rencontre dans les bureaux du procureur [...] le 22 août à 15 h, afin de lui expliquer ce qui, je pense, va se passer au tribunal le jour suivant.» L'heure et la date ne sont pas négociables, précisait-on.

M^e Thompson en vient à la conclusion que des accusations sont probablement sur le point de tomber. «Mon interprétation de cette lettre, c'est qu'ils vont annoncer qu'ils classent complètement l'affaire, ou abandonnent certains des chefs d'accusation, a-t-il expliqué au *New York Times*, samedi. S'ils ne s'approprient pas à abandonner les poursuites, ils n'auraient pas besoin de la rencontrer. [...] Ils iraient juste au tribunal le lendemain et diraient "nous allons poursuivre l'affaire."» Selon l'avocat, sa cliente est «blessée» et se sent «abandonnée par le procureur».

Le procureur de New York n'a pas voulu faire

de commentaires hier, tout comme les avocats de la défense.

DSK, qui a plaidé non coupable le 6 juin dernier, pourrait ainsi être de retour en France dès cette semaine, toujours selon le *Post*, qui indique que ce type de demande est généralement immédiatement accepté.

L'auteur d'une biographie de DSK, Michel Taubmann, a déclaré au quotidien *France-Soir* que le principal intéressé ne s'emballait pas avec ce possible abandon des charges. «Il attend. Il refuse de se projeter tant que la justice n'aura pas tranché. Il a déjà été échaudé et ne veut pas se réjouir trop vite.»

L'abandon des charges anticipé à la fin de juin et en juillet devrait ainsi s'avérer. Une rencontre entre les avocats de DSK et des procureurs de New York avait alors eu lieu au sujet de l'abandon ou du maintien des charges criminelles. La crédibilité de Nafissatou Diallo venait d'être mise en doute par le procureur Vance, car cette dernière avait menti à plusieurs reprises sous ser-

ment. De plus, un enregistrement avait révélé une conversation entre son ami, détenu en prison, et elle. Au lendemain des événements présumés et du dépôt de sa plainte, elle lui disait: «Je sais ce que je fais.»

Mais l'annonce d'une nouvelle plainte contre DSK pour tentative de viol, déposée par la journaliste française Tristane Banon quelques jours plus tard, avait renversé de nouveau la vapeur.

La semaine dernière, le magazine français *L'Express* a publié un rapport médical d'un hôpital de Manhattan ayant traité Nafissatou Diallo qui favorise l'hypothèse d'une agression sexuelle et d'une tentative de viol. Un élément qui a ravivé les tensions entre les deux parties.

Rappelons que Nafissatou Diallo a aussi engagé une poursuite au civil contre DSK il y a une dizaine de jours.

Le Devoir

D'après l'Agence France-Presse et Reuters

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390